

CND

MARCHE N° M21-82-0022

**TRAVAUX D'INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES EN
AUTOCONSOMMATION TOTALE EN TOITURE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Le présent CCAP comporte 12 pages numérotées de 1 à 12

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Procédure, forme et montants du marché	3
ARTICLE II.	DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	3
2.1	Condition d'exécution particulières	3
2.2	Conditions d'exécution générales	3
ARTICLE III.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	4
ARTICLE IV.	DURÉE DU MARCHÉ	4
4.1	Durée du marché	4
4.2	Délais d'exécution	5
ARTICLE V.	DEFINITION DES INTERVENANTS	5
5.1	Désignation des intervenants au CND	5
5.2	Désignation des représentants du titulaire	5
5.3	Informations et autres communications entre les parties	6
ARTICLE VI.	PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ	6
6.1	Contenu des prix	6
6.2	Détermination et variation des prix	6
6.3	Présentation des demandes de paiement	7
6.4	Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire	8
6.5	Avance	8
ARTICLE VII.	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – ADMISSION	8
ARTICLE VIII.	PENALITÉS	9
8.1	Pénalités générales	9
8.2	Pénalités spécifiques	9
ARTICLE IX.	SOUS-TRAITANCE	9
9.1	Désignation des sous-traitants	9
9.2	Paiement des sous-traitants	9
ARTICLE X.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE DU TITULAIRE	10
10.1	Responsabilité	10
10.2	Assurance	10
ARTICLE XI.	CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE XII.	DOCUMENTS À REMETTRE TOUS LES 6 MOIS	10
12.1	Documents exigibles au titre du code du travail	10
12.2	Attestation d'assurance	11
ARTICLE XIII.	EXECUTIONS COMPLÉMENTAIRES	11
ARTICLE XIV.	MISE EN DEMEURE, RESILIATION	11
ARTICLE XV.	LITIGES	12
ARTICLE XVI.	DEROGATIONS AU CCAG	12

ARTICLE I. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la mise en place d'une installation photovoltaïque en autoconsommation totale en toiture pour le Centre national de la danse¹.

1.2 Procédure, forme et montants du marché

Le marché public est :

- Mono-attributaire ;
- À prix global et forfaitaire ;

ARTICLE II. DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 Condition d'exécution particulières

2.1.1 Impacts sur l'activité du CND

Le titulaire et ses sous-traitants ne devront en aucun cas perturber l'activité du site.

Toute coupure d'électricité, pour la mise en service des installations, ne pourra se faire que sur un créneau préalablement validé par la maîtrise d'ouvrage. Le soumissionnaire devra prévenir par écrit avec un préavis de 7 jours calendaires le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre des dates d'intervention.

2.2 Conditions d'exécution générales

2.2.1 Conditions d'intervention générales

Les travaux d'aménagement sont réalisés selon les descriptifs techniques fixés par le présent CCAP, le CCTP, leurs annexes respectives ainsi que le mémoire technique du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, aucun ordre de service ne viendra préciser ni la date à partir de laquelle démarre la période de préparation, ni la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution. Ces informations seront communiquées dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCAP.

2.2.2 Lieu de réalisation des prestations

Les prestations sont réalisées à l'adresse suivante :

Centre national de la danse
1 rue Victor Hugo
93507 Pantin

2.2.3 Fournitures, matériels et matériaux à la charge des parties

L'ensemble des fournitures, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

Les marques et références mentionnées au sein des pièces constitutives du marché ne sont données qu'à titre d'information ; chacune de ces marques ou références sera entendue « ou équivalent ». Il est entendu qu'à défaut d'équivalence expressément justifiée au sein du mémoire technique, le titulaire est réputé livrer des fournitures répondant aux marques ou références cités au sein des pièces contractuelles.

2.2.4 Gestion des déchets

En application des articles L541-1 du Code de l'Environnement, ne sont admis en installations de stockage que les déchets ultimes, c'est-à-dire, les matériaux dont la part valorisable aura été extraite et le caractère polluant réduit. Ainsi sont à la charge du titulaire du présent lot :

- Stocker les déchets avant leur élimination dans des conditions ne présentant aucun danger pour l'environnement et la santé et favorisant leur valorisation ultérieure,

¹ Ci-après « le CND »

- Éliminer ou faire éliminer ses déchets dans de bonnes conditions et dans des installations respectant les normes en vigueur et favorisant au mieux leur valorisation,
- S'assurer de la traçabilité des déchets,
- Produire des déchets les moins dangereux pour la santé et l'environnement,
- Trier les déchets sur le chantier,
- Éviter le mélange de matériaux de nature ou de destination différente,
- Éliminer ses déchets au plus près du chantier pour limiter les coûts et les nuisances liés au transport,
- Favoriser la valorisation des déchets.

Un descriptif des actions mises en œuvre sera fourni par l'entreprise avant le début des travaux.

Il sera exigé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre la précision des modalités de gestion et d'enlèvement des déchets (indication raison sociale et adresse du centre de collecte auprès duquel l'entreprise prévoit de déposer ses déchets)

Afin de renforcer leur traçabilité, un bordereau de dépôt des déchets devra être fourni rempli et signé conjointement par l'entreprise et le centre de collecte.

Ce bordereau doit être rempli et signé conjointement par l'entreprise et le centre de collecte et doit comporter les indications suivantes :

- la date de dépôt des déchets ;
- la raison sociale, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET ou SIREN du centre de collecte ;
- le nom ou la raison sociale, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET ou SIREN du maître d'ouvrage ayant commandité les travaux ;
- la raison sociale, le numéro SIRET ou SIREN et l'adresse de l'entreprise ayant déposé les déchets ;
- la nature des déchets déposés après examen visuel ;
- la quantité estimée suite à un examen visuel ou mesurée par un dispositif de pesée pour chacun des déchets

2.2.4 Sécurité du chantier

Toutes dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs devront être respectées par l'entrepreneur.

Les règles d'hygiène et de sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4^{ème} partie, livre IV, titre III. Afin de limiter les risques encourus pour l'installation d'un générateur photovoltaïque, certaines mesures de sécurité devront être mises en œuvre et précisées dans le plan de prévention du PPSPS.

ARTICLE III. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le détail du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009¹ (ci-après « CCAG-Travaux ») ;
- le mémoire technique du Titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que si elles ne contiennent pas aux clauses prévues par les pièces du marché listées ci-dessus et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces dernières qui seules font foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE IV. DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Durée du marché

La durée du marché est de 8 mois à compter de la notification.

¹ Consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

4.2 Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 19.1.4 du CCAG-Travaux le calendrier prévisionnel d'exécution est fixé « en délai » au sein du mémoire technique du titulaire ; par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux, le calendrier détaillé d'exécution ne sera pas notifié aux différents titulaires par ordre de service mais dans les conditions fixées à l'article 6.3 du présent CCAP ; à défaut de notification dans les conditions précitées en cours d'exécution du contrat, le calendrier d'exécution contractuel est celui fixé au sein du mémoire technique et s'interprète à la lecture du planning général des travaux fixé en annexe 3 au CCTP.

ARTICLE V. DEFINITION DES INTERVENANTS

5.1 Désignation des intervenants au CND

Le CND est donneur d'ordre pour les prestations objets du présent marché public.

La représentation du CND est assurée par Madame Catherine TSEKENIS, directrice générale, ou son (sa) délégataire. Le maître d'œuvre, en lien avec le responsable du bâtiment et de la sécurité du CND, assurera le suivi technique du contrat.

En cas de modification de ces interlocuteurs, le CND s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du contrat au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans modification.

Selon l'objet de la demande, toute correspondance du titulaire, relative au présent contrat, sera transmise à l'une des adresses suivantes :

Le suivi administratif du contrat est assuré par le juriste chargé de la commande publique de la Direction de l'administration (DA) :

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Service des marchés publics
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Le suivi financier du contrat est assuré par la direction financière du CND, direction de l'administration :

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Direction financière
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Les dépenses du contrat sont payées par l'Agent comptable du CND:

Centre national de la danse
Agence comptable
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

5.2 Désignation des représentants du titulaire

L'opérateur économique attributaire du présent contrat est dénommé dans les pièces contractuelles en tant qu'« attributaire » ou « titulaire ». Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter une semaine avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du contrat.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le CND par écrit et communiquer dans les plus brefs délais, un extrait Kbis mentionnant ce changement.

En cas de transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du CND. Le titulaire doit en informer le CND dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;
- ☐ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire ;

La cession du contrat acceptée par le CND fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

5.3 Informations et autres communications entre les parties

Toutes les informations et/ou autres communications entre les parties au présent marché sont réalisées dans les conditions identiques à celles applicables à l'émission/notification des bons de commande telles que fixées à l'article 2.2 du présent CCAP ; la même procédure sera suivie que ces informations et autres communications fassent courir un délai ou non.

Toutes les informations et/ou autres communications entre les parties au présent contrat visant à l'interprétation d'une mention spécifique ou d'une clause au contrat n'induisant pas la mise en œuvre d'un avenant pourront se faire selon les mêmes modalités.

ARTICLE VI. PRIX ET REGLEMENT DU MARCHE

6.1 Contenu des prix

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, de secrétariat, de reprographie, ainsi que la formation permanente des agents, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et TTC et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

6.2 Détermination et variation des prix

Par dérogation à l'article 10.4.5 du CCAG-Travaux, les prix du contrat sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de remise des offres indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix sont définitifs et fermes.

Toutefois, ceux-ci sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (M0) et la date de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation sera effectuée par application au prix initial du marché d'un coefficient d'actualisation « Ci », donnée par la formule suivante :

$$Ci = Im-3 / Io$$

Formule dans laquelle :

- I_0 correspond à l'indice de référence au mois m_0 , et
- I_{m-3} correspond à l'indice de référence au mois antérieur de 3 mois au mois "m" de notification du marché.

Indice de référence : Index général tous travaux (TP01) (Identifiant Insee : 000849754)

Le prix révisé est arrêté et arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice tel que fixé ci-dessus, il est précisé que le CND se réserve le droit, sans avenant, de notifier au titulaire du contrat l'application d'un nouvel indice de référence sous réserve de la représentativité effective dudit nouvel indice. La notification de ce nouvel indice est réalisée dans les conditions fixées à l'article 6.3. Le silence du titulaire pendant 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la notification vaut acceptation du nouvel indice.

6.3 Présentation des demandes de paiement

Pour le règlement des prestations, le titulaire établira sa/ses facture(s) à l'adresse suivante :

Centre national de la danse
Service comptabilité ordonnateur
1 rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'indiqué au marché ;
- le numéro et la date du marché,
- la nature et la quantité des prestations,
- les délais de réalisation,
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC

Par dérogation aux articles 11 et 13 du CCAG-Travaux, la rémunération du titulaire n'est pas établie par acompte mensuel.

Quel que soit le rythme de paiement choisi par le titulaire, celui-ci n'interviendra toutefois que sous réserve des conditions d'acceptation des travaux tels que définies à l'article VII du présent CCAP.

En cas de désaccord sur le montant d'une facture, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'arrêter la facture à un autre montant ; dans cette hypothèse le pouvoir adjudicateur devra alors notifier au titulaire, dans les conditions fixées à l'article 6.3 du présent CCAP, ledit arrêté de facture fixant un montant différent de celui inscrit sur la demande de paiement.

Les modalités de règlement des prestations sont les suivantes :

- soit paiement global après réalisation complète des prestations ;
- soit paiement selon avancement effectif des prestations et selon la ventilation du prix global et forfaitaire telle que fixée au sein du document tarifaire (ou du mémoire technique si la ventilation du prix global et forfaitaire y est fixée avec plus de détails).

Factures électroniques :

En application de l'article L2192-1 du CCPU, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique, selon les modalités ci-dessous.

Une solution mutualisée, mise à disposition par l'État et dénommée « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) doit être utilisée pour le dépôt et la transmission des factures sous forme électronique.

Le titulaire devra utiliser les identifiants du CND suivants, afin de transmettre sa facture sur Chorus Pro:

- Identifiant CND : 41782263200010

- Code service exécutant : 18

6.4 Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Le délai de paiement est de 60 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de ladite demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les dispositions applicables aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont celles fixées aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du CCPub.

6.5 Avance

Sauf **renonciation expresse dans l'acte d'engagement**, une avance établie, selon la nature du titulaire, à 10%¹ ou à 5%², sera octroyée au titulaire sur le montant TTC du prix global et forfaitaire (également montant minimum du marché public), sous réserve que ledit montant soit supérieur ou égal à 50 000 euros HT.

Le règlement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, c'est-à-dire à partir de la date de notification du bon de commande.

L'avance n'est pas actualisable.

Par ailleurs, conformément aux prescriptions de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie et des Finances³, lorsque le marché public est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, le pouvoir adjudicateur versera à chacun des membres du groupement la part de l'avance lui revenant ; à défaut d'une telle identification, l'avance sera versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

ARTICLE VII. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, les opérations de réception et autres admissions de prestations suivront la procédure suivante :

L'achèvement des travaux donne lieu à signature d'un procès-verbal de réception des travaux, soit globalement, soit au fur et à mesure de la réalisation d'éléments constitutifs du/des ouvrage(s) sous réserve que celui/ceux-ci soi(en)t distinctement définissable(s) au sein du document tarifaire ou du mémoire technique.

Ce procès-verbal de réception est signé :

- soit par le seul correspondant du CND cité à l'article 5.1 en l'absence de réserve ;
- soit conjointement par le correspondant du CND cité à l'article 5.1 et le titulaire du présent marché lors de réception avec émission de réserves.

Sauf réserves émises par le pouvoir adjudicateur, la réception des travaux est réputée acquise dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date inscrite sur ledit procès-verbal de réception.

En cas de réserves, le pouvoir adjudicateur indique la nature et l'étendue de ces réserves au sein du procès-verbal de réception contresigné par le titulaire et notifie ledit procès-verbal au titulaire dans les conditions fixées à l'article 6.3 du présent CCAP en précisant les délais qui lui sont accordés pour réaliser une mise au point des prestations faisant l'objet des réserves. Un nouveau procès-verbal « réception – mise au point de réserves » est alors conjointement signé par les parties. Sauf nouvelles réserves notifiées au titulaire, la réception des travaux est réputée acquise dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date inscrite sur le procès-verbal de « réception – mise au point des réserves ».

Le pouvoir adjudicateur est également libre de prononcer une réfaction du prix lorsque les travaux, sans être entièrement conformes aux stipulations du contrat, peuvent néanmoins être admis en l'état. Cette décision qui devra faire l'objet d'une motivation sera notifiée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 du CCAP ; le titulaire aura préalablement été en mesure de présenter ses observations concernant le projet de réfaction. Le

¹ Taux d'avance applicable aux PME.

² Taux d'avance applicable aux entreprises ne relevant pas de la catégorie des PME.

³ http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/exécution-marchés/avances.pdf

silence du titulaire pendant 20 jours calendaires suivant la date de notification de la décision de réfaction vaut acceptation par lui de ladite décision.

ARTICLE VIII. PENALITES

Les pénalités prévues au présent article s'appliquent par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

8.1 Pénalités générales

Les délais de réalisation figurent dans le planning en annexe 4 du CCTP. Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 200 €.

8.2 Pénalités spécifiques

En cas de non-respect des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le CND fera exécuter les nettoyages par une société de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entreprise titulaire. Les frais de nettoyages resteront à la charge du titulaire.

En cas de non-respect du cahier des charges sur la qualité d'un produit ou du matériel utilisé, une pénalité de 200 € par jour calendaire sera appliquée à partir de quatre (4) jours depuis le signalement ou la constatation faite par le CND.

ARTICLE IX. SOUS-TRAITANCE

9.1 Désignation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations relevant du contrat sous réserve du respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation desdites prestations. Il présente également les conditions de paiement du sous-traitant, conformément au **modèle d'acte spécial en cas de sous-traitance (DC4)**, à envoyer via le profil acheteur (PLACE).

Outre les pièces nécessaires à l'analyse préalable tendant à accepter ou refuser le sous-traitant (présentation des capacités techniques et économiques telles que demandées par le pouvoir adjudicateur lors de la mise en concurrence initiale), le titulaire transmet :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;

Le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle à paiement direct du sous-traitant. Le titulaire retourne à au CND l'exemplaire unique délivré par le CND pour annotation.

Ce sous-traitant ne pourra intervenir qu'après signature par le CND de l'acte de sous-traitance.

9.2 Paiement des sous-traitants

La signature de la facture par le titulaire¹ vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer. Le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le CND à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la T.V.A.

Les dispositions énoncées à l'article 6.6 du présent CCAP sont applicables aux sous-traitants.

ARTICLE X. RESPONSABILITE ET ASSURANCE DU TITULAIRE

10.1 Responsabilité

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que cette exécution peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le titulaire a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le CND se réserve le droit de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues au titulaire.

10.2 Assurance

Pendant toute la durée d'exécution des obligations, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile et celle de ses préposés.

Il doit produire, dès la notification de son marché, puis en début de chaque année, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Le CND pourra obtenir, s'il le désire, communication de l'intégralité du contrat d'assurance. Toute modification du contrat devra être immédiatement signalée au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE XI. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui a reçu communication ou a pu observer à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objet quelconque appartenant à l'organisme, est tenu de maintenir secrètes ou confidentielles ces informations et ne pas les communiquer oralement ou par écrit, ni remettre des documents à des personnes étrangères à l'organisme et à des personnes de l'organisme qui n'ont pas à en connaître (c'est-à-dire des personnes non en charge du marché).

En cas de violation de cette obligation de confidentialité, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur.

Le candidat se porte garant que son personnel ou que les éventuelles entreprises sous-traitantes placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

ARTICLE XII. DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS

12.1 Documents exigibles au titre du code du travail

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, le titulaire doit remettre au CND tous les six (6) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

1° S'il est établi en France (article D.8222-5 du code du travail)

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six (6) mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;

¹ Ou le mandataire en cas de groupement.

- un extrait KBIS de moins de trois mois (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle mentionnant le nom, dénomination sociale, adresse et numéro d'immatriculation au RCS ou répertoire des métiers) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

2° S'il est établi à l'étranger (article D 8222-7 du Code du travail)

- en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification, il joint un document mentionnant son identité et son adresse, ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale.
- un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de ses sous-traitants éventuels.

Le Titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

Centre national de la Danse
Direction de l'administration
1 rue Victor Hugo
93507 PANTIN

12.2 Attestation d'assurance

Celle-ci ayant déjà été remise préalablement à la notification du présent contrat, le titulaire n'est pas tenu de fournir dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent contrat l'attestation d'assurance visée audit article. Toutefois, le titulaire remet au CND, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par sa compagnie d'assurance.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le CND peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE XIII. EXECUTIONS COMPLEMENTAIRES

Le CND se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R2122-7 du CCPub, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE XIV. MISE EN DEMEURE, RESILIATION

En complément du Chapitre VI - article 45§1 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à tout moment¹ et, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 46.4§2 du CCAG-Travaux, sans aucune autre forme d'indemnité.

En complément de l'article 46.3 du CCAG-Travaux, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 46.1.1 à 46.1.3 du CCAG-Travaux, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du titulaire du marché lors d'une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation aux articles 45§2 et 46.4§1 du CCAG-Travaux, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnisation forfaitaire au bénéfice du titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général

¹ Cf. en ce sens CE 19/02/2012 n°350341 (AB Trans c/ Préfet de la région Bretagne) et CE 10/12/1982 n°22856 (Loiselot)

sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 46.4§2 du CCAG-Travaux

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent contrat est expresse et notifiée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCAP. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

En outre, en application de l'article 48.2 du CCAG-Travaux et selon les conditions de mise en œuvre prévues, le CND se réserve la possibilité de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R2191-32 CCPub s'applique de plein droit.

ARTICLE XV. LITIGES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent.

ARTICLE XVI. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 2.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux.

L'article III du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

L'article 4.2 du présent CCAP déroge à l'article 19.1.4 du CCAG-Travaux.

L'article 4.2 du présent CCAP déroge aux articles 28.1 et 28.2.3 du CCAG-Travaux.

L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.4.5 du CCAG-Travaux.

L'article 6.3 du présent CCAP déroge à l'article 11 et 13 du CCAG-Travaux.

L'article VII du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-Travaux.

L'article VIII du présent CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

L'article XIV du présent CCAP déroge aux articles 45 et 46 du CCAG-Travaux.

Par ailleurs, selon le choix fait par le titulaire à l'article 5.4 de l'AE, celui-ci est susceptible de constituer une dérogation au CCAG-Travaux.